



L'emploi salarié piétine au deuxième trimestre

En Auvergne-Rhône-Alpes, l'emploi salarié total s'essouffle au deuxième trimestre 2019 du fait d'un secteur privé plutôt atone. L'intérim repart à la baisse, la construction marque une pause et les autres secteurs d'activité sont en augmentation. Le chômage poursuit sa lente baisse. Les créations d'entreprises continuent de progresser malgré le ralentissement du micro-entrepreneuriat. Les autorisations de construction reprennent de la vigueur sur le trimestre, même si elles se replient fortement sur un an. L'activité hôtelière du printemps reste positive.

Annelise Robert, Frédéric Lahi, Insee

Rédaction achevée le 4 octobre 2019

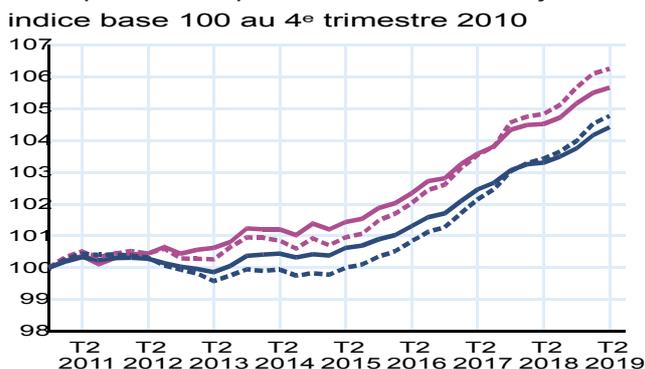
L'emploi régional s'essouffle

Avec un gain de 4 500 salariés, l'emploi salarié total en Auvergne-Rhône-Alpes augmente de 0,1 % au deuxième trimestre 2019, après +0,3 % en début d'année. Sa croissance ralentit pour le troisième trimestre consécutif (figure 1). Au niveau national, le coup de frein est un peu moins marqué (+0,2 % après +0,4 %).

Le rythme moins soutenu de l'emploi est dû au secteur privé. Il représente 80 % de l'emploi régional et ne croît que de 0,1 %, après +0,4 % au trimestre précédent. Le secteur public suit la tendance nationale en repartant à la hausse (+0,2 %).

1 Évolution de l'emploi salarié

— Emploi salarié total - Auvergne-Rhône-Alpes
— Emploi salarié total - France hors Mayotte
— Emploi salarié privé - Auvergne-Rhône-Alpes
— Emploi salarié privé - France hors Mayotte



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee

Depuis deux ans, le secteur industriel continue de créer des emplois (+0,2 % ce trimestre) avec une cadence à peine moins marquée qu'en début d'année (+0,3 %). La construction marque le pas (-0,1 %) après plusieurs trimestres particulièrement énergiques. Le secteur tertiaire augmente de seulement 0,1 %, du fait de l'intérim en repli. Sur un an, la région a créé près de 33 200 emplois, soit une croissance de 1,1 %, semblable au rythme français. Le secteur public augmente de 0,2 %, à peine moins vite que le national. Le secteur privé est plus dynamique (+1,4 % en Auvergne-Rhône-Alpes et +1,3 % en France).

La Drôme se démarque

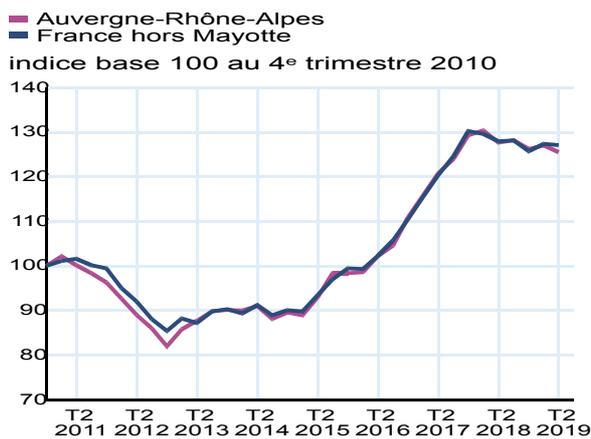
Au deuxième trimestre 2019, la Drôme est un élément moteur de la croissance (+0,6 %), contribuant pour plus d'un quart aux gains régionaux. Tous les autres départements connaissent une croissance modérée, à l'exception du Cantal et des deux Loire, qui perdent des salariés, et de l'Ain et du Puy-de-Dôme, qui restent stables.

En l'espace d'un an, seuls les départements de l'Allier et de la Haute-Loire ne parviennent pas à créer des emplois. Le Rhône et la Savoie sont particulièrement dynamiques, avec des hausses supérieures à 1,8 %. La Drôme est au-dessus de la moyenne régionale (+1,3 %). Les autres départements connaissent une croissance plus modérée, comprise entre 0,2 % et 1,0 %.

L'intérim replonge

Après une embellie en début d'année 2019, le nombre d'intérimaires diminue à nouveau ce trimestre (figure 2). 1 300 emplois ont été supprimés dans la région, soit une chute de 1,2 %, beaucoup plus importante qu'au niveau national (-0,2 %). L'Allier, l'Ardèche ainsi que la Savoie parviennent à maintenir une croissance, mais les autres départements subissent des pertes comprises entre -0,6 % et -9,3 % (pour le Cantal).

2 Évolution de l'emploi intérimaire



Note : données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

En glissement annuel, contrairement à tous les autres secteurs, l'intérim recule de 1,7 % en Auvergne-Rhône-Alpes. Le phénomène est moins prononcé en France (-0,7 %). Les situations sont très disparates dans les départements, qui affichent des évolutions allant de -10,1 % dans la Drôme à +4,2 % en Ardèche.

Vigueur durable de l'industrie mais arrêt de la construction

En Auvergne-Rhône-Alpes le **secteur de l'industrie** gagne un millier de salariés au deuxième trimestre 2019 (figure 3). Cela représente presque les trois quarts des emplois industriels créés dans l'ensemble de la France. Les nouveaux emplois se répartissent dans pratiquement tous les secteurs, mais ce sont les entreprises s'occupant de l'énergie, de l'eau, des déchets et du raffinage qui tirent la croissance (+0,8 % dans ce secteur). La fabrication d'autres produits industriels est stable et les autres activités connaissent une croissance plus modérée de 0,3 %. La hausse industrielle découle essentiellement de la dynamique drômoise (+1,9 %). La Haute-Loire est le département le plus en déclin dans l'industrie ce trimestre (-1,1 %), du fait de la perte d'emploi importante dans le secteur de la fabrication d'autres produits industriels.

Sur l'année, l'industrie croît de 1,1 %, rythme presque deux fois plus rapide que le niveau national. Tous les secteurs industriels sont concernés par cette hausse conséquente. Le Puy-de-Dôme est le seul département en recul.

3 Évolution de l'emploi salarié par secteur

| Secteur d'activité | Effectif au 2 ^e trimestre 2019 | Évolution par rapport au 1 ^{er} trimestre 2019 | | | Évolution sur un an (en %) |
|---------------------------------|---|---|--------------|----------------------------|----------------------------|
| | | En effectif | En % | France hors Mayotte (en %) | |
| Agriculture | 26 800 | + 500 | + 1,8 | + 0,6 | + 4,2 |
| Industrie | 487 900 | + 1 000 | + 0,2 | + 0,0 | + 1,1 |
| Construction | 181 200 | - 200 | - 0,1 | + 0,5 | + 2,0 |
| Tertiaire marchand hors intérim | 1 296 800 | + 2 900 | + 0,2 | + 0,3 | + 1,8 |
| Intérim | 109 000 | - 1 300 | - 1,2 | - 0,2 | - 1,7 |
| Tertiaire non marchand | 930 900 | + 1 600 | + 0,2 | + 0,2 | + 0,3 |
| Ensemble | 3 032 600 | + 4 500 | + 0,1 | + 0,2 | + 1,1 |

Note : données corrigées des variations saisonnières et arrondies pour les effectifs.
Champ : emploi salarié total.

Avertissement : les données du secteur agricole sont provisoires suite à des difficultés de traitement par la MSA. L'Insee réalise une estimation, en prolongeant les tendances des trimestres précédents.
Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Dans la région, le **secteur de la construction** perd moins de 200 salariés, soit une légère baisse de 0,1 %, bien éloignée du rythme national (+0,5 %). Toutefois, ce mauvais résultat fait suite à trois trimestres particulièrement dynamiques. De ce fait, la croissance annuelle reste conséquente (+2,0 %), bien que moins

importante qu'en France (+2,9 %). Ce trimestre, tous les départements ne sont pas en baisse. Le Cantal, la Drôme, la Haute-Loire ainsi que le Rhône créent des emplois dans la construction. À l'opposé, les deux Savoie ainsi que l'Isère subissent les plus forts replis (baisse d'au moins 0,6 %).

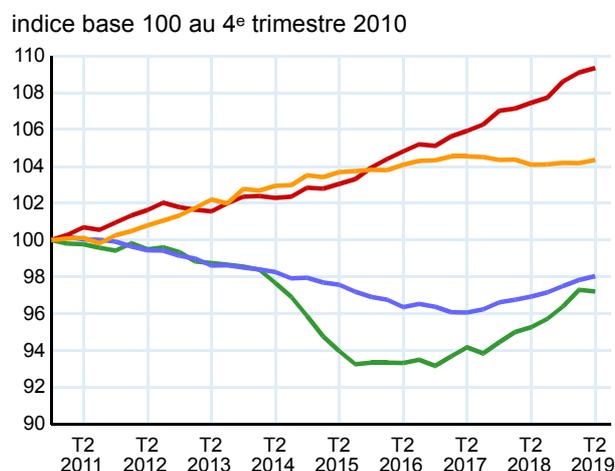
Le **secteur tertiaire marchand hors intérim** progresse faiblement (+0,2 %), à peine plus lentement qu'en France (+0,3 %). Le Rhône crée 60 % des 2 900 nouveaux emplois du secteur et tire la croissance régionale. L'Allier et le Cantal perdent des salariés (-0,3 %), la Savoie et l'Isère sont stables. Les activités scientifiques et techniques progressent de 0,7 % soit 2 000 postes supplémentaires. L'hébergement et la restauration restent dynamiques, en hausse de 0,5 %. Le commerce, secteur le plus important en nombre d'emplois, crée 850 emplois et augmente de 0,2 %. Les autres activités de service sont en repli de 0,4 %.

Sur un an, le tertiaire marchand hors intérim augmente de 1,8 %, plus rapidement que le national grâce à une fin 2018 plus dynamique. À l'exception de l'Allier, tous les départements gagnent des salariés. Le Rhône et la Savoie ont même une croissance supérieure à 2,5 %. Seul le secteur des autres activités de service recule (-1,1 %).

Dans la région, après un arrêt en début d'année, le **secteur tertiaire non marchand** repart à la hausse (+0,2 %) au deuxième trimestre (figure 4). Il suit le même rythme que l'ensemble de la France. 1 600 emplois ont été créés en Auvergne-Rhône-Alpes. La Savoie, qui cumule 40 % des gains régionaux, est en forte hausse (+1,3 %). La Haute-Loire, le Puy-de-Dôme ainsi que le Rhône accusent des baisses entre -0,1 % et -0,3 % et le Cantal est stable. En l'espace d'un an, ce secteur augmente de 0,3 % tant dans la région qu'au national, grâce au dynamisme du Rhône et des deux Savoie.

4 Évolution de l'emploi salarié par secteur

- Construction
- Industrie
- Tertiaire marchand hors intérim
- Tertiaire non marchand



Note : données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : emploi salarié total,

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee

Avertissement : Depuis la publication de juillet 2018, portant sur le premier trimestre 2018, le champ des estimations trimestrielles d'emploi (ETE) publiées au niveau localisé (région et département) est étendu aux départements d'outre-mer (hors Mayotte) et à l'ensemble de l'emploi salarié. Par rapport à la situation antérieure, sont donc ajoutés les salariés de la fonction publique, de l'agriculture et de l'ensemble des particuliers employeurs.

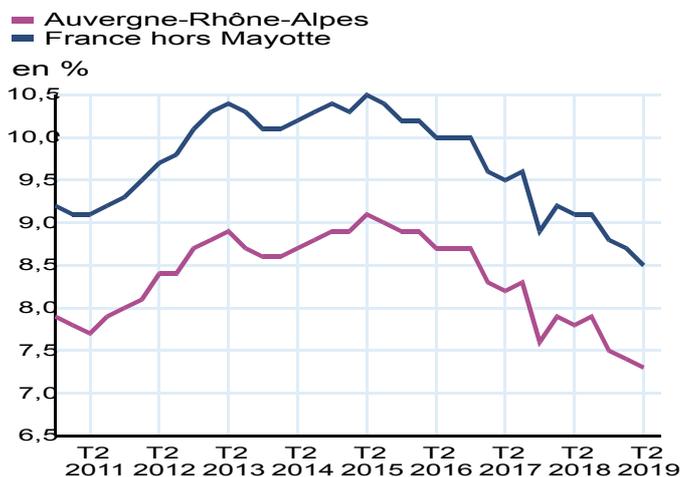
De plus, les niveaux de l'emploi « privé » publiés par les Urssaf et par l'Insee diffèrent du fait d'écart de champ et de concept, et de légères différences peuvent exister sur les taux d'évolution.

Enfin, l'introduction de la déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut entraîner des révisions accrues sur les données, durant la phase de montée en charge de la DSN.

Une lente dégrue du chômage

Au deuxième trimestre 2019, les chômeurs d'Auvergne-Rhône-Alpes représentent 7,3 % de la population active, soit 0,1 point de moins que sur les trois premiers mois de l'année. La baisse est moins marquée qu'en France (-0,2 point) où le **taux de chômage** s'élève à 8,5 % (figure 5). Il s'agit du troisième meilleur taux parmi les régions françaises, à égalité avec Bourgogne-Franche-Comté. En un an, il recule de 0,5 point dans la région, contre -0,6 point en France.

5 Évolution du taux de chômage

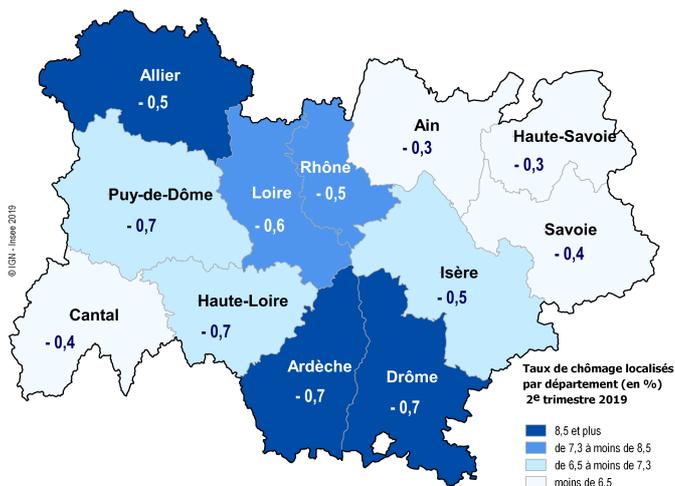


Note : données corrigées des variations saisonnières en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, *taux de chômage localisés (Auvergne-Rhône-Alpes) et au sens du BIT (France)*

Au niveau départemental, les taux de chômage s'échelonnent de 5 % dans le Cantal à 9,3 % dans la Drôme. Sur le trimestre, tous les départements affichent un repli, allant de -0,1 point à -0,3 point pour l'Ardèche, la Drôme et la Loire. La baisse est plus marquée sur 12 mois (figure 6). L'Ain et la Haute-Savoie enregistrent les plus faibles diminutions (-0,3 point). Le chômage recule le plus nettement en Ardèche, en Haute-Loire, dans la Drôme et le Puy-de-Dôme (-0,7 point).

6 Taux de chômage et évolution sur un an par département



Note de lecture : au 2^e trimestre 2019, le taux de chômage s'élève à 7,5 % dans le Rhône et son évolution sur un an est de -0,5 point.

Note : données provisoires pour le 2^e trimestre 2019.

Source : Insee, *taux de chômage localisés*

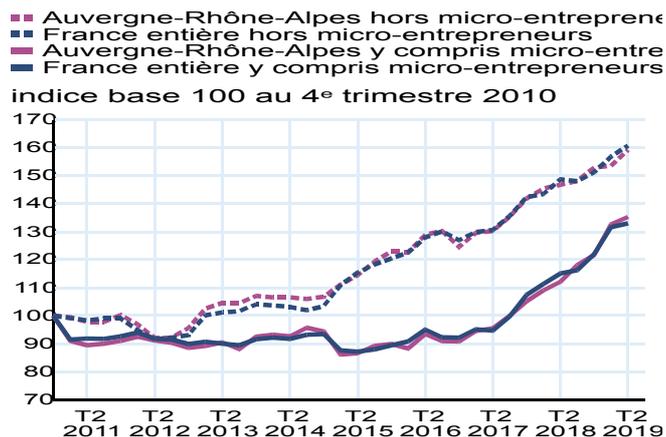
Coup de frein pour le micro-entrepreneuriat

Au cours du deuxième trimestre 2019, 24 150 **entreprises ont été créées** en Auvergne-Rhône-Alpes, soit une hausse de 2,0 % par rapport au trimestre précédent (figure 7). Le rythme est deux fois plus soutenu qu'au niveau national. La progression des créations de micro-entreprises marque un coup d'arrêt, mais est compensée par une avancée marquée des créations d'entreprises classiques (+3,7 %). Cette croissance permet à la région de battre à nouveau son record de créations pour le septième trimestre consécutif. Sur une année, le nombre de créations d'entreprises dans la région explose avec +20,7 %, cinq points de plus qu'en France hors Mayotte. Les créations de micro-entreprises contribuent grandement à cette embellie (+37,5 %).

Sur le trimestre, les secteurs de l'industrie et de la construction enregistrent les hausses les plus élevées, avec respectivement +19,3 % et +11,3 %. Les services, qui concentrent plus de la moitié des créations, augmentent plus timidement (+1,0 %). Le commerce est le seul secteur en repli (-2,1 %), une première depuis mi-2017. Son recul est plus marqué qu'au niveau national (-1,2 %). Sur une année, l'ensemble des secteurs est en forte hausse, avec des croissances d'au moins 17 %.

Le nombre de défaillances d'entreprises continue de se contracter dans la région. Entre juillet 2018 et juin 2019, 6 000 jugements ont été rendus, soit 2,3 % de moins qu'un an auparavant. Au niveau national, la tendance est à la hausse (+1,4 %).

7 Évolution des créations d'entreprises



Note : données trimestrielles corrigées des variations saisonnières (CVS).

Champ : ensemble des activités marchandes hors agriculture.

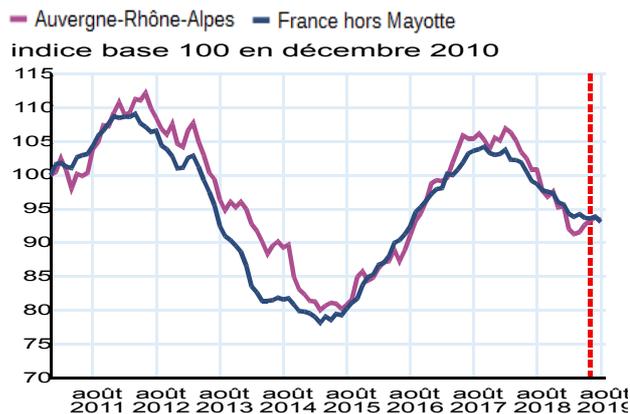
Source : Insee, *REE (Répertoire des entreprises et des établissements - Sirene)*

La construction dans le Rhône voit rouge

En Auvergne-Rhône-Alpes, 60 300 logements ont été **autorisés à la construction** entre juillet 2018 et juin 2019, soit une hausse de 2,2 % par rapport au trimestre précédent (figure 8). En France, la tendance est en légère baisse (-0,4 %). Dans la région, certains départements connaissent des progressions très marquées (+15 % pour l'Isère et +30 % pour le Puy-de-Dôme) et d'autres de nets replis (-9 % pour la Savoie et l'Ain).

Par rapport au cumul annuel de l'année précédente, les autorisations de construction dévissent lourdement dans la région (-9,6 %), dans un contexte de baisse au niveau national (-7,2 %). Ce repli s'explique notamment par une chute des autorisations dans la Drôme (-14 %), la Savoie (-23 %) et le Rhône (-26 %), qui retrouve des niveaux équivalents à 2015. Ce dernier n'occupe plus la tête des départements dans ce secteur, dominé désormais par la Haute-Savoie qui reste quasiment stable avec 12 300 autorisations de construction.

8 Évolution du nombre de logements autorisés



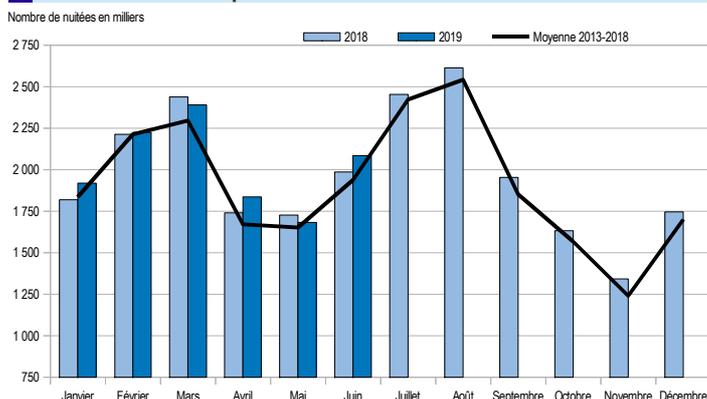
Note : données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente le cumul des 12 derniers mois. La ligne verticale rouge représente la fin du trimestre d'intérêt.
Source : SDES, Sit@del2

Dans la région, les **mises en chantier de logements** enregistrent un recul de 2,3 % par rapport au trimestre précédent, un peu plus marqué qu'en France (-1,5 %). Elles sont tirées vers le bas par l'Isère et le Rhône (-4,5 % et -6,6 %). Par rapport à l'année précédente, les mises en chantier se contractent de 6,6 % dans la région, contre -5,0 % en France. Le Rhône se caractérise avec une nouvelle chute marquée (-25 %). Les progressions dans l'Ain (+6 %), la Savoie (+9 %) et le Puy-de-Dôme (+20 %) atténuent la baisse régionale.

L'activité hôtelière printanière s'intensifie

Au cours du deuxième trimestre 2019, les hôtels d'Auvergne-Rhône-Alpes enregistrent 5,6 millions de nuitées (figure 9). L'**activité hôtelière** reste bien orientée, en particulier pour les mois d'avril et de juin qui signent de nouveaux records. Seul le mois de mai réalise un moins bon score que l'année dernière. Avec 1 680 000 nuitées, il a été désavantagé notamment par des températures fraîches pour la saison et un calendrier moins propice aux week-ends prolongés. Ce trimestre, le taux d'occupation des chambres est également élevé (57 %).

9 Évolution de la fréquentation dans les hôtels



Note : données mensuelles brutes.
Source : Insee, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme (CRT) et la DGE, enquêtes hôtellerie 2013-2019

Sur le trimestre, le nombre de nuitées se maintient ou augmente dans la plupart des départements. La Haute-Savoie, l'Ain, le Rhône et la Loire enregistrent les plus fortes progressions, supérieures à +4,7 %. Seuls la Drôme et le Puy-de-Dôme sont en repli (respectivement -1,0 % et -4,0 %).

La clientèle de résidents étrangers progresse nettement ce trimestre (+8,0 %) et représente 23,9 % de l'ensemble des nuitées. Plusieurs départements participent à cette hausse, notamment le Rhône (+11 %), la Savoie (+12 %) et l'Ain (+17 %). Dans l'ensemble des deux Savoie, la clientèle résidant à l'étranger compte pour le tiers de l'ensemble de la fréquentation hôtelière.

La clientèle d'affaires garde un niveau similaire aux années précédentes (52 %). Elle est prépondérante notamment dans la Loire (76 %), le Rhône (64 %) et l'Isère (60 %).

Avertissement :

Fréquentation touristique – révision des séries concernant les hôtels à partir du 1^{er} janvier 2019

À partir du 1^{er} janvier 2019, les données des hôtels non répondants sont imputées au moyen d'une nouvelle méthode, en fonction de leurs caractéristiques. Cette nouvelle méthode d'imputation de la non-réponse tend à revoir légèrement à la baisse le nombre total de nuitées mais n'a pas d'impact sur les évolutions (en savoir plus).

La croissance française résiste au ralentissement mondial

Malgré un contexte international morose, l'activité française a résisté au deuxième trimestre 2019 (+0,3 % comme au trimestre précédent) soutenue par la demande intérieure. La consommation a crû à un rythme modeste mais régulier, soutenue par les gains de pouvoir d'achat. L'investissement privé comme public a été dynamique, notamment en construction, porté par le cycle électoral municipal et par des conditions de financement favorables. Avec plus de 50 000 créations nettes d'emploi au deuxième trimestre, le taux de chômage s'est replié à 8,5 %.

Le moral des entrepreneurs et des ménages atteint des niveaux relativement élevés : le PIB français progresserait donc à un rythme régulier d'ici la fin de l'année (+0,3 % par trimestre) malgré une contribution nulle du commerce extérieur, selon la Note de conjoncture nationale de l'Insee. En moyenne annuelle, il croîtrait de 1,3 % en 2019 (après +1,7 % en 2018).

Au niveau international, les tensions commerciales se concrétisent et les incertitudes s'accroissent

Les perspectives mondiales continuent de s'assombrir, sous l'effet notamment de l'escalade protectionniste entre la Chine et les États-Unis et des incertitudes liées au *Brexit*. La production industrielle allemande est, par exemple, particulièrement affectée. Prenant acte de ce contexte, les banques centrales assouplissent à nouveau leur politique monétaire, aux États-Unis comme en Europe. À l'image de la plupart des grandes économies, l'activité de la zone euro ralentirait en 2019 (+1,2 % en 2019 après +1,9 %).

Insee Auvergne-Rhône-Alpes
165 rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef :
Thierry Geay
Philippe Mossant

ISSN (en ligne) : 2493-0822

© Insee 2019

Pour en savoir plus

• « Les risques internationaux s'accroissent ; la croissance française résiste », Point de conjoncture national, Insee, octobre 2019 ; <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4222186>

